

Questions orales

Le ministre a déclaré que des épreuves avaient été effectuées pour identifier une intoxication paralysante par des mollusques. Le fait demeure que des rats et des souris sont morts vendredi dernier tant à Ottawa qu'à Blacks Harbour, au Nouveau-Brunswick. Ce sont là des faits et je m'y tiendrai si le ministre continue de s'en tenir aux faits.

Si des souris et des rats mouraient, le ministre ne pense-t-il pas que le produit qui entraînait leur mort n'aurait pas dû être donné à consommer à des êtres humains?

● (1440)

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je vais expliquer au député. J'ai dit pour commencer que nous faisons des tests pour voir s'il y avait de la PSP. Lui qui a été ministre des Pêches, il doit comprendre.

Deuxièmement, il doit savoir que, de l'avis de tous les scientifiques, les souris doivent mourir dans les 20 minutes et présenter certains symptômes d'empoisonnement à la PSP. Les souris en question ont survécu deux ou trois heures. Il ne semble donc pas qu'il y ait eu de la PSP. J'ai dit cela il y a longtemps. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Tout le monde est au courant.

Le député devrait modifier un peu sa question, car je suis certain qu'il ne l'a pas formulée de cette manière de propos délibéré. Quant au nombre de souris utilisées dans les tests et aux autres souris qui sont mortes, eh bien cela concerne une autre information scientifique. Une faible proportion des souris sont mortes, ce qui, une fois encore, diffère des tests classiques sur la présence de PSP. De toute évidence, la suite de l'enquête devait tenir compte de ces résultats.

La toxine n'a toujours pas été isolée. Comme ancien ministre des Pêches, le député devrait songer à ce qui s'est passé au Danemark, en Suède et au Japon. Je lui conseille de lire ce que les spécialistes ont dit bien clairement sur la rapidité de l'intervention du ministère.

M. Henderson: Monsieur le Président, je ne parle pas de PSP. Il est évident que cette possibilité a été écartée. Je parle d'une substance, peu importe de quoi il s'agit, qui a causé la mort de souris et de rats et qui, de toute évidence, est nocive pour les êtres humains.

LA DISPONIBILITÉ DE PREUVES SCIENTIFIQUES

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a ruiné le secteur des moules dans la région atlantique par son inaction.

Des voix: Oh, oh!

M. Henderson: Quels sont les nouveaux éléments que le ministère a obtenus entre 10 heures dimanche matin, lorsque l'on a interdit l'expédition de moules de l'Île-du-Prince-Édouard, et 18 h 45 mardi, qui autorisaient le ministre à

publier une alerte générale à tous les consommateurs de moules du Canada et qu'il n'avait pas à sa disposition le dimanche à 10 heures? Quels sont ces nouveaux éléments?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je peux répondre à cela également. Je dis au député qu'il faut choisir. Comme je le disais à propos des 2600 cas que je lui ai mentionnés, si je fermes un secteur chaque fois qu'il y a la moindre indication de plainte, il serait tout de suite sur mon dos et il m'accuserait de torpiller l'industrie. Maintenant il veut inverser les choses, mais il faut qu'il choisisse.

Des voix: Répondez à la question.

M. Epp (Provencher): Je vais revenir aux détails que l'on me demande. Les heures et les dates qu'il cite sont exactes, ce sont précisément celles que j'ai données. Durant cette période, on a testé d'autres échantillons et j'ai donné les résultats détaillés de ces tests à la Chambre, hier. La décision fut prise une fois le lien médical établi, même si l'on n'avait pas identifié la toxine.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE—L'ÉLIMINATION DU SECTEUR DU TRANSPORT MARITIME—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'aimerais adresser ma question au premier ministre. Ce dernier peut-il expliquer à cette Chambre et au peuple canadien pourquoi le gouvernement a accepté d'éliminer de son accord commercial le secteur du transport maritime?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je pense que le député anticipe le rapport final. Je l'invite à attendre de l'avoir lu avant de commenter certains détails.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Qu'a-t-il à dire à l'industrie des transports maritimes et aux chantiers navals du Canada qui avaient espéré être soustraits aux pressions discriminatoires de la loi américaine et particulièrement aux dispositions du *Jones Act*, qui imposera l'importation au Canada de brut de l'Alaska dans des pétroliers américains? Qu'a-t-il à dire pour expliquer au secteur des transports maritimes notre échec face aux groupes de pression maritimes américains?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je donnerai encore le même conseil, qui est d'attendre pour voir le texte du rapport définitif.